

Renault dans le top 3 des
constructeurs automobile ?
Encore une fake
news !

l'étincelle

Nouvel accord
compétitivité en Espagne
Après Uber, Renault
crée les emplois Ibère

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mercredi 10 mai 2017

Banquier puis président, et les deux à la fois

Emmanuel Macron a remporté le second tour de l'élection présidentielle contre Marine Le Pen. Mais nombreux sont ceux qui ont refusé de prendre position face à ce non-choix et ont souhaité montrer leur rejet de ces candidats. Reste en tout cas à préparer les luttes à venir du troisième tour social.

Les élections du rejet

En récoltant 66,10 % des suffrages contre 33,90 % pour Le Pen, Emmanuel Macron croit pouvoir s'enorgueillir d'une victoire confortable en pourcentages. Mais le vote a surtout été marqué par 12 millions d'abstentions (25,44 % des inscrits, un record), plus 4 millions de bulletins blancs ou nuls (11,5 % des votants, un record aussi). Abstention et votes blancs ou nuls sont notamment importants dans les quartiers populaires, preuve du rejet massif de la millionnaire xénophobe comme de celui qui incarne le « monde des affaires ».

Il reste que le Front national a rassemblé plus de 10 millions d'électeurs. Un score encore jamais atteint par l'extrême droite et qui ne donne pas aux travailleurs de quoi être à la fête. Le lit du FN a été préparé par la suite d'attaques menées par Sarkozy, Hollande et consorts ces dernières années contre les classes populaires, Marine Le Pen tablant sur leur écoeurement pour récupérer des voix. Elle n'a pas été élue, mais ses idées et sa volonté de division des exploités et opprimés entre eux, continueront à répandre leur poison. Et la politique de casse sociale proposée par Macron restera sa meilleure alliée.

Pour les patrons, tout est bon chez Macron !

Malgré le grand nombre de ceux qui ont refusé de choisir entre deux maux, malgré ceux qui ont voté pour lui la mort dans l'âme pour rejeter Le Pen, Macron fait mine de présenter son élection comme un vote d'adhésion à un projet entièrement construit autour des attaques contre le monde du travail. Mais l'« adhésion » dont il se targue est celle de notables qu'il a agrégés autour de lui, à commencer par Laurence Parisot, ou Pierre Gattaz, l'actuel dirigeant du Medef qui lui assure « sa bienveillance ».

Dans la lignée de la loi Macron et de la loi Travail, décidées sous Hollande, son successeur veut « aller vite » et lancer les premières estocades contre les travailleurs dès l'été en légiférant par ordonnances. Il en résulterait un nouveau détricotage du Code du travail au profit des patrons et la généralisation des accords d'entreprise visant à fragmenter les droits de tous à coups de chantage à l'emploi.

Le programme de Macron repose également sur 60 milliards d'euros d'économies budgétaires. Là encore, pas question d'aller piocher dans les poches de ses amis banquiers et évadés fiscaux. Il propose plutôt 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires et la baisse des dotations aux collectivités locales. Dans le même temps, il annonce des baisses d'impôts pour les plus aisés.

Détruire les services publics, attaquer les droits des travailleurs et mettre au pas les chômeurs, tel est le programme Macron. De vieilles recettes qu'on nous a déjà trop servies.

Préparons la riposte

Avec Macron, une « nouvelle page » s'ouvrirait selon ses propres mots. Chiche ! Les travailleurs ont donc tout intérêt à ouvrir une nouvelle page de la lutte de classe contre un gouvernement et un patronat à l'offensive. La colère et la défiance qui se sont exprimées dans les urnes est une chose, la combativité qui pourra occuper la rue et les lieux de travail en est une autre.

Dès à présent, travailleurs, chômeurs, précaires, étudiants, il faut nous organiser sur nos lieux de travail et de vie pour construire un rapport de forces à la hauteur des attaques à venir. Plus que des élections au choix biaisé, c'est dans ces luttes quotidiennes qu'on pourra réellement faire de la politique, faire barrage aux idées immondes du Front national et lutter pour notre émancipation.

Haro sur le système

Le chiffre d'affaires du groupe Renault a décollé de 25 % au premier trimestre 2017 par rapport à 2016. L'annonce a boosté l'action Renault, tant les traders se frottent déjà les mains en perspective des profits juteux. Ils n'y sont pourtant pour rien : ils se contentent de jouer en Bourse et de ramasser la mise. Ceux qui créent de la valeur, ce sont les salariés, qu'ils soient Renault, intérimaires, prestataires, chez les fournisseurs... Mais leur travail, les patrons n'ont cessé d'en réduire le « coût », une véritable obsession car les actionnaires n'en ont jamais assez. C'est ce système qui crée chômage et inégalités. Et il ne faut compter ni sur Macron, ni sur Le Pen pour s'en prendre à ce système-là.

Top là !

Suite au rachat de Mitsubishi, Renault-Nissan aurait doublé VW et GM au 1^{er} trimestre 2017, prenant la 2^{ème} place des constructeurs mondiaux selon un consultant automobile. Ghosn serait donc en bonne voie pour atteindre son objectif de placer l'Alliance dans le top 3. Et après, il prend sa retraite ? Chiche !

Une prime dans les montagnes russes

Lors des négociations centrales sur la prime d'intéressement aux résultats financiers, certains syndicats se sont vantés d'avoir réussi à exclure Avtovaz du calcul de la MOP (la Marge Opérationnelle sur laquelle cette prime est indexée). Sauf que la Russie vient de devenir le deuxième marché de Renault, grâce à la forte augmentation des ventes de Lada. Cette « exclusion » pourrait donc faire baisser la prime. Pour que les salaires ne dépendent pas des coups de yo-yo du marché et de primes basées sur des critères arbitraires, rien de tel que des AGS !

Des usines à stress

La direction de Renault a imposé la signature d'un nouvel accord compétitivité en Espagne pour 2017-2020 en échange de nouvelles productions (moteur, véhicule et boîte de vitesse). Le temps de travail va augmenter d'un jour par an, auquel pourront s'ajouter trois jours de « compétitivité » en fonction des besoins de production. Renault se flattait d'avoir déjà institué « sur la base du volontariat, une équipe dénommée « anti-stress », donnant à l'entreprise la possibilité de travailler sept jours de la semaine, tout en respectant, en relation avec les services médicaux, les rythmes biologiques des salariés » ! Le nouvel accord renouvelle ce dispositif, avec en plus jusqu'à 20 samedis matin ou dimanche soir obligatoires par an. Quant aux salaires, ils seront quasi gelés (+3,5 % sur 4 ans). Flexibilité, dégradation des conditions de travail, salaires bloqués... : après l'uberisation, place à l'ibérisation des emplois !

Subprimes : le retour

L'irruption de Renault-Nissan dans le peloton de tête des constructeurs est due en partie aux difficultés de GM et Toyota sur le marché américain. La baisse continue, depuis janvier, des ventes automobiles aux USA n'est ralentie que par l'octroi massif de rabais par les concessionnaires, et les stocks de voitures invendues grossissent. Alors que seulement 5 % de la population américaine peut se payer une voiture neuve, le marché a été dopé depuis 2 ans grâce à des crédits accordés à des ménages peu ou non solvables. Conséquence, d'après la Réserve fédérale de New-York : 23,4 milliards de dollars de prêts étaient en souffrance fin 2016. De quoi faire craindre une crise des subprimes... dans l'automobile. Qui a dit que les capitalistes apprennent du passé ?

Déconstructeurs d'emplois

Les 283 salariés de GM&S à La Souterraine (Creuse) en lutte contre la fermeture de leur usine, ont obtenu un sursis. Un repreneur s'est manifesté mais le nombre d'emplois conservés dépend du montant des commandes des constructeurs Renault et PSA. Alors que Renault passait 15,6 millions d'euros de commandes à GM&S en 2012, ce montant est tombé à 4 millions en 2017. Les dernières propositions de Renault et de PSA permettraient de conserver seulement 100 emplois. Mais les salariés de GM&S ne comptent pas en rester là !

Ghosn vote Macron

Carlos Ghosn s'est réjoui de l'élection de Macron. La victoire d'un pro-marché est pour lui « une bonne nouvelle pour tous les entrepreneurs ». Sa large victoire face à Le Pen le rend même optimiste quant à la capacité de Macron à mener à bien ses promesses (c'est-à-dire la casse du code du travail, etc.).

Ghosn n'est pas rancunier. Il sait qu'il peut compter sur Macron pour veiller aux intérêts du patronat. D'autant plus qu'avec Macron, l'Etat serait plus enclin à réduire sa participation dans Renault, dicit des analystes. Le début d'une histoire d'amour ?

À Whirlpool comme ailleurs, interdiction des licenciements !

Après 12 jours de grève chez Whirlpool Amiens, la direction a lâché des indemnités de licenciement allant jusqu'à 80 000 €. Cependant, la fermeture de l'usine va laisser plus de 500 travailleurs sur le carreau, s'ajoutant à tous ceux partis lors des plans sociaux depuis les années 1980.

La faute à l'Europe, comme le prétendait Le Pen sur le parking de l'usine la semaine dernière ? Non, à celle des actionnaires, pas assez satisfaits des 850 millions de profits réalisés l'an dernier, et qui veulent encore plus en allant exploiter d'autres salariés dans des conditions plus dures.